

d - Quelques réflexions à propos des études de budgets familiaux

par Y. MERSADIER, Economiste.

Ces réflexions portent essentiellement sur les études réalisées en milieu urbain en Afrique de l'Ouest, et sont issues d'une part de notre expérience dans les villes du Sénégal et les agglomérations de Mauritanie, d'autre part des informations que nous avons pu rassembler concernant celles, dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, auxquelles nous n'avons pas participé. Elles voudraient fournir quelques éléments de réponse à trois questions : quel est le but des études de budgets de famille? Ce but n'étant pas toujours atteint, quelles en sont les raisons ? Comment devrait-on les concevoir pour les rendre plus utiles ?

Notre première question découle d'une constatation : le caractère souvent confidentiel donné, à des degrés divers, aux résultats ; cette discrétion n'étant d'ailleurs pas forcément délibérée, mais résultant du peu d'enthousiasme apporté à leur diffusion. Parfois aucune publication n'a lieu : c'est le cas de l'enquête réalisée à Dakar en 1961 dont les résultats, dépouillés et exploités, sont restés à l'état de manuscrit. Souvent la publication est stockée dans quelque recoin où l'on a vite fait de l'oublier. C'est généralement le sort réservé aux enquêtes réalisées par des Sociétés d'étude privées : elles remettent à leur client (généralement le gouvernement d'un état) un nombre limité de rapports, et n'ont pas le droit de le diffuser davantage elles-mêmes. Les utilisateurs virtuels ne sont pas ceux qui ont exécuté la recherche, et ces derniers constatent souvent avec amertume qu'aucune utilisation n'est faite des résultats de leurs travaux, ou qu'elle est infime par rapport à ce qu'ils attendaient. Ce qu'ils pensaient être un instrument de travail utile pour déterminer des orientations économiques, une base de départ pour d'autres recherches, est devenu une fin en soi, une oeuvre académique à laquelle on rend hommage sans s'en servir jamais.

A quelques réserves près cependant. La plus importante concernant les éléments fournis pour le calcul d'un indice du coût de la vie. L'aspect "panier à provision" des études de budget à un aspect concret, quotidien qui incite volontiers à

l'utiliser et à lui donner une suite. Mais pas toujours, et ce peut être une des raisons de la non publication des résultats : ainsi d'une étude faite dans les centres urbains de Mauritanie, à la demande du gouvernement, et dont c'était officiellement, un des principaux objectifs (ainsi que la détermination de zones de salaires). De même les éléments très précis et détaillés (produits à observer, lieux d'observation, poids dans l'indice) donnés à la suite de l'enquête de Dakar n'ont jamais été utilisés.

Le reste semble réservé à quelques initiés : comptables nationaux se servant des résultats pour leur calcul de la consommation des ménages (mais ils sont souvent obligés de retourner aux documents de base) urbanistes intéressés par les aspects économiques du logement (mais ils sont souvent trop sommairement analysés) professeurs ou étudiants trouvant dans les calculs d'élasticité matière à travaux pratiques ou à diplôme. Rarement les responsables de l'économie du pays se réfèrent à ces résultats. L'agglomération dakaroise rassemble environ 1/8 de la population du Sénégal. Ce sera sans doute 1/5 dans une quinzaine d'années. Or nous avons estimé que déjà 38 % de l'alimentation de cette population était importée. Qui le sait et s'en soucie ? A plus forte raison de problèmes tels que l'influence de la taille des ménages ou de la catégorie professionnelle sur la consommation, ou de l'élasticité de la demande du poisson séché.

Cette attitude passive peut devenir négative : le gouvernement du Sénégal reporte d'année en année une étude de la consommation en milieu rural. Alors même qu'il a à résoudre deux problèmes dont la solution dépend de cette étude : la diffusion des produits de la pêche, et la commercialisation du mil et la diffusion d'un produit usiné et amélioré.

Une première suggestion est alors possible. Ne serait-il pas souhaitable qu'à côté du rapport ou de la publication, très technique et difficile à interpréter pour le non spécialiste, soit publiée une brochure de vulgarisation expliquant les faits essentiels et leurs conséquences ? Cela pourrait provoquer des réactions qui valoriseraient l'ensemble de l'étude.

Mais nous devons nous demander aussi si nos méthodes, voire la conception générale des études, sont bien adaptées aux usages auxquels sont destinés leurs résultats.

Les techniques de sondage utilisées ne peuvent, sauf exception, être remises en question. On sait pourtant les difficultés qui se présentent lorsque l'on établit le plan de sondage. Elles tiennent à l'absence presque générale de base correcte : d'où l'immense gain obtenu, tant en économie de travail qu'en précision, lorsque une enquête démographique peut précéder l'enquête budget. Encore que l'extrême mobilité de la population urbaine et les modifications rapides qui peuvent intervenir dans la composition de la famille rendent toute base de sondage, si précise soit-elle, très précaire.

Elles tiennent également à l'hétérogénéité, du moins en ville, de la population étudiée : aux stratifications traditionnelles suivant les revenus et la catégorie socio-professionnelle doivent s'ajouter celles qui sont fonction de l'éthnie, de la religion, ou encore de l'ancienneté de la résidence ou de l'âge du chef de famille, qui peuvent avoir une influence sur les comportements économiques. D'autre part l'urbanisation provoque des changements dans les structures familiales, si bien que l'unité à étudier peut aller du ménage démographique à la famille étendue. La solidarité familiale, villageoise, ethnique, qui provoque ce que l'on appelle le "parasitisme" (1) complique encore l'analyse : il faut mêler l'écheveau des invités, occasionnels temporaires ou permanents, des "pensionnaires" qui peuvent être nourris seulement, logés seulement, nourris et logés, payants réguliers, irréguliers ou non payants. Enfin le mariage tardif des hommes a pour conséquence l'existence d'une forte population de célibataires insaisissables, alors que la polygamie, lorsque les épouses ne vivent pas ensemble, complique encore l'observation.

En milieu rural, une étude sociologique préalable permet de définir les principales règles du système de relations économiques à l'intérieur de la famille et du village, système qui est généralement le même pour une population déterminée : l'exemple de l'étude de la subdivision de Bougouanou, en Côte d'Ivoire, est significatif à cet égard (2). Si plusieurs systèmes coexistent, ils sont peu nombreux et la plupart du temps sans lien entre eux.

---

(1) Les responsables de l'enquête de Yaoundé ont préféré employer le mot "satellite", aussi évocateur et moins péjoratif.

(2) Territoire de la Côte d'Ivoire. Enquête nutrition niveau de vie. Subdivision de Bougouanou - 1955-56. page 13.

Ceux qui ont eu à exécuter des études de budgets en milieu urbain savent qu'au contraire ils ont l'impression, pour chaque ménage, d'avoir affaire à un cas particulier, dont les particularités n'apparaissent qu'au fur et à mesure que se déroulent les relevés, déjouant ainsi les prévisions faites au moment de l'élaboration du plan de sondage. La tentation est grande, dans ces conditions, de limiter les études à une ou quelques catégories nettement délimitées, fonctionnaires monogames par exemple. Mais le souci d'exhaustivité prévaut presque toujours : la plupart des études réalisées sont les premières, et l'on veut avoir une vue d'ensemble, remettant à plus tard les observations plus limitées et plus précises. Le résultat en est une sorte de photo aérienne, avec vision stéréoscopique par endroits, mais aussi de grandes marges de flou. Celles-ci étant masquées par la rigidité et la concision des tableaux statistiques et des calculs.

Les méthodes de relevé concernant les dépenses quotidiennes sont-elles aussi à peu près au point. Les formulaires d'enquête sont petit à petit devenus pratiques, à la fois pour le relevé et le dépouillement. A quelques détails près, ils se ressemblent tous. La nécessité de faire passer l'enquêteur une ou plusieurs fois par jour dans chaque ménage étudié est à peu près généralement admise. On retrouve pourtant quelquefois des aberrations méthodologiques du genre de celle-ci : "le plan de chaque étude... a consisté à interviewer le principal salarié, dans chaque ménage choisi, chaque jour, à son lieu de travail... (cette méthode) a été choisie principalement dans l'intérêt des membres du personnel de recensement..."(1). Lorsqu'on sait quelles difficultés se présentent, même avec deux passages quotidiens, pour observer et noter toutes les dépenses du jour, on peut douter de la validité des résultats obtenus en interrogeant seulement un salarié du ménage dans ces conditions.

A propos de ces relevés quotidiens, une remarque s'impose : il est très rare, dans les rapports ou les publications, de trouver des références à la pesée des produits alimentaires achetés. Cela alourdit bien sûr la tâche de l'enquêteur, mais les renseignements que l'on obtient alors peuvent être pleins d'intérêt. Seules

---

(1) Les études de budgets familiaux entreprises au Nigéria... in "Méthodologie des études de budgets familiaux". CCTA-CSA. Volume I, page 95.

des pesées permettent d'observer le prix réel des produits, ou en tous cas de façon infiniment plus précise que les observations classiques sur les marchés. Il ne peut être question, bien sûr, de peser systématiquement tous les produits alimentaires achetés. Le système adopté à Dakar a permis de procéder à ces pesées un jour par semaine et par famille. Cela est suffisant pour, à côté de l'observation des variations de prix en fonction du lieu d'achat et de la saison, calculer les quantités réellement consommées. Les projections éventuelles dans l'avenir, en liaison avec les problèmes d'approvisionnement de la ville, seront alors plus précises, et les nutritionnistes auront ainsi des éléments leur permettant de calculer la valeur alimentaire à la ration. A condition, bien sûr, que le nombre des rationnaires, leur sexe et leur âge, aient été soigneusement notés ; c'est généralement le cas, puisque ces renseignements permettront de calculer, pour chaque ménage, ces "unités de consommation" que l'on utilise avec réticence. Car si elles traduisent bien, sur le plan alimentaire, le nombre de participants aux repas, invités et "passagers" compris, plus ceux-ci sont nombreux et ils le sont souvent, moins grande sera la valeur des croisements effectués en fonction de la taille du ménage (ces invités et passagers... non compris !). Nous n'avons trouvé nulle part de solution simple et satisfaisante à ce problème.

Autre pierre d'achoppement pour les études de budget : les dépenses (habillement par exemple) dont l'analyse se fait à la fois à partir des relevés quotidiens et à partir d'interrogatoires rétrospectifs. Si l'on double les premiers des seconds, c'est que l'on sait que les premiers ne peuvent pas fournir de renseignements suffisamment précis. Les raisons en sont bien connues : caractère périodique ou occasionnel de ces achats (groupes ou moment des fêtes religieuses ou familiales) ou périodicité dépassant pour l'essentiel une année alors que la période des relevés ne dure, au mieux, qu'un an. Les interrogatoires rétrospectifs sont encore plus sujets à caution, faisant appel à la mémoire des intéressés qui ne sont pas toujours coopératifs. Leur précision est cependant plus grande lorsque le plan de l'enquête a prévu plusieurs passages dans les mêmes familles : mais c'est au prix d'une réduction du nombre de familles étudiées.

On doit donc pour les vêtements, les biens d'équipement, l'ameublement, procéder à des ajustements que leur subjectivité rapproche d'une estimation. A Abidjan, en 1963, la SEMA a jugé préférable de ne prendre en considération que les résultats des interrogatoires rétrospectifs.

Quant aux dépenses pour le logement, elles posent principalement un problème de comptabilisation. D'une part la diversité des types de logement est importante, de la paillotte à la villa, et la diversité des loyers est sensiblement parallèle. Et l'occupation de tel ou tel type de logement n'est pas forcément fonction des revenus mais aussi de l'attachement à un quartier, du désir de conserver intact le groupe familial ou au contraire de s'isoler, ou plus simplement, la demande de logements "en dur" étant plus forte que l'offre, de la chance. Les situations quant au type d'occupation sont d'autre part aussi diverses, puisqu'à côté du propriétaire et du locataire il y a celui qui est hébergé gratuitement, celui qui est logé par son employeur, le locataire qui ne paye pas de loyer depuis plusieurs mois. Une étude du prix du logement paraît hasardeuse dans ces conditions, d'autant plus que l'échantillon est considérablement réduit si l'on ne tient compte que des ménages payant effectivement un loyer, ce qui est raisonnable. Elle est pourtant faite, puisqu'on ne peut pas ne pas tenir compte de ce poste important...

On a renoncé dans la plupart des enquêtes, sinon à observer les revenus, du moins à les utiliser pour l'analyse des budgets. "... L'appréhension des revenus totaux perçus par le ménage, dans le contexte réel de l'enquête, était peu satisfaisante... Les résultats obtenus sont suffisamment variables pour qu'on ne puisse envisager sans risque grave d'incohérence, de garder les revenus déclarés comme échelle valable de classement des ménages en fonction de leurs disponibilités monétaires. Nous nous sommes contentés comme la plupart des enquêtes budgets, d'utiliser le critère de la dépense totale mensuelle par ménage ou par tête comme indicateur du niveau de revenu" (1).

Les causes de cette insuffisance sont bien connues : elles se ramènent au fait qu'il est plus courant, dans les villes d'Afrique, d'essayer d'adapter ses revenus à ses dépenses que l'inverse. Vouloir dans ces conditions observer tous les revenus et leurs sources donnerait à l'enquête un caractère inquisitorial qui nuirait aux autres observations. D'autre part cela absorberait

---

(1) SEMA - Etude Socio-économique de la zone urbaine d'Abidjan. Rapport n°16: Les budgets familiaux en 1963-64. page 17.

la plus grande partie du temps de l'enquêteur. Cette analyse n'est pas impossible, mais à une autre échelle. En 1957, au cours d'une enquête plus monographique que statistique, nous avons pu ainsi attacher un enquêteur aux pas d'une ménagère qui revenait régulièrement du marché avec 300 F. d'achats alors qu'elle n'était partie qu'avec 100 F. en poche...

Cet expédient est donc justifiable, puisqu'il permet un approche plus réelle. Il ne permet pas par contre, d'analyser l'équilibre des budgets et les possibilités d'épargne, sinon de façon tout à fait spéculative. Les phénomènes d'épargne en particulier nous échappent totalement pour une autre raison : ils sont le fait des individus jouissant des revenus les plus élevés, qui sont exclus du champ de l'enquête pour des raisons psychologiques évidentes.

Dans ces conditions, les calculs d'élasticités ne peuvent être raisonnablement effectués qu'à partir des dépenses totales. Cette confusion dépenses-revenus est à ce point complète que toutes les publications, une fois les explications fournies, parlent presque systématiquement de revenus alors qu'il s'agit de dépenses. Ceci n'empêche pas les calculs d'être précis, et intrinsèquement valables. Pourtant cette précision même peut provoquer quelques doutes, bien que les résultats des calculs soient le plus souvent conformes à ce que l'on attendait. L'urbanisation rapide provoque chez les individus des changements, parfois brutaux, dans les comportements ou même les mentalités. Et nous avons vu quelle hétérogénéité en découlait dans la population urbaine, ces changements pouvant être eux-mêmes très disparates. On peut se demander alors s'il est juste de comparer des consommations en fonction seulement du volume des revenus disponibles ou des dépenses totales, et si d'autres facteurs n'influencent pas les comportements économiques. On rencontre au hasard des relevés, trop de comportements jugés "irrationnels" pour ne pas se poser la question. Et si l'exposé des résultats comporte bien des tableaux comparant l'évolution des différents postes en fonction de l'ethnie, de la taille du ménage, de la profession etc..., d'une part nous savons quelle diversité renferment ces catégories, d'autre part c'est à partir des coefficients d'élasticité calculés en fonction des disponibilités monétaires que sont faites les projections éventuelles. Et d'autant plus que ces élasticités sont calculées sur un plan statique, ne tenant pas compte de l'évolution rapide des comportements. Il faudrait pouvoir les doubler de calculs d'élasticité dynamiques, ce qui suppose la répétition des enquêtes à intervalles réguliers. L'expérience a été

tentée à Abidjan où une première enquête avait eu lieu en 1956. Mais les méthodes employées étaient trop différentes pour que les résultats aient un intérêt opérationnel.

Il semble donc que toutes les études de budgets familiaux urbains réalisées jusqu'à présent en Afrique de l'Ouest peuvent encourir un double reproche : elles ont été trop ambitieuses sur certains plans, insuffisantes sur d'autres. Ce qui ne veut en aucun cas dire qu'elles aient été inutiles.

Trop ambitieuses par leur souci de généralité incompatible avec la diversité de la réalité à étudier. Mais cette vue panoramique qu'elles présentent était indispensable, ne serait-ce que pour déterminer dans quelles directions doivent s'orienter d'autres recherches, et en particulier vers les secteurs qu'elles ont dû laisser dans l'ombre. Il serait concevable qu'à présent des chercheurs se consacrent par exemple à l'étude des budgets de certains groupes sociaux, et, associés à des psychologues et des sociologues, mettent l'accent sur les comportements et les motivations : par exemple les migrants saisonniers qui dans certaines villes sont très nombreux et ont des comportements économiques très particuliers ; ou encore les fonctionnaires, dont les motivations de dépense sont souvent différentes de celles d'autres catégories socio-économiques. Quelques monographies très approfondies seraient d'ailleurs un préalable indispensable.

D'autre part certains produits, ou certains secteurs, nécessiteraient eux aussi des études spéciales. Ainsi du logement, de l'habillement. Ainsi, pour reprendre l'exemple de Dakar, des céréales. Ici des problèmes méthodologiques se posent : le coût des études de budgets est en général très élevé, et c'est ce qui empêche de les répéter aussi souvent qu'il conviendrait. Mais l'expérience acquise devrait déboucher sur des propositions de mise en place, au moindre coût, d'une infrastructure permettant une observation permanente. S'il ne peut être question de se consacrer à de véritables études de marché, au moins pourrait-on les rendre possibles ? Une base de sondage permanente n'est pas concevable ; mais avec le concours de statisticiens, de psychologues et de sociologues, et peut-être au prix de quelques études complémentaires, ne pourrait-on pas mettre au point une méthode de sondage adaptée aux villes d'Afrique Noire, qui n'aurait enfin plus besoin de tirage aléatoire ? Une exploitation plus fine des enquêtes déjà réalisées devrait y contribuer, ainsi qu'à



la mise au point de techniques d'observations plus économiques, dosant comme il convient interrogatoires rétrospectifs et relevés objectifs : est-il vraiment indispensable d'effectuer des relevés pendant tout un mois ? Une analyse des variations dans le volume et la qualité des achats et de la consommation pendant le mois montrerait sûrement que la durée des observations peut-être considérablement réduite.

Des résultats de ce genre, d'ordre méthodologique, contribueraient à eux seuls à valoriser les enquêtes classiques.